



Marché public de Travaux

Cahier des clauses
administratives particulières
Commun à tous les lots

**Travaux d'aménagement du
bâtiment n° 1 du centre St
Victor**

Numéro du marché : 25TE0071



Sommaire

Préambule.....	5
Généralités du GHT Somme Littoral Sud	5
Compétences de l'établissement support et des établissements parties.....	6
1. Objet du marché, dispositions générales	6
1.1. Objet.....	6
1.2. Mode de passation et forme du contrat.....	7
1.3. Décomposition du marché	7
1.3.1 Allotissement	7
1.3.2 Décomposition en tranches.....	7
1.4. Variantes / Prestations supplémentaires éventuelles	7
1.5. Représentation des parties	8
1.6. Parties et intervenants à l'opération	8
1.6.1. Maîtrise d'œuvre	8
1.6.2. Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	8
1.6.3. Contrôle technique	8
1.6.4. Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	9
1.6.5. Informations réciproques des parties.....	9
1.7. Réalisation de prestations similaires.....	9
1.8. Cotraitance et sous-traitance.....	10
1.8.1 Cotraitance.....	10
1.8.2 Sous-traitance	10
2. Pièces contractuelles	11
3. Forme des notifications et informations au titulaire.....	12
3.1. Ordres de service	13
3.2. Connaissance des lieux et des prestations à effectuer	13
3.3. Langue du marché.....	14
4. Durée et délai global d'exécution	14
4.1. Durée du marché.....	14
4.2. Délais d'exécution	14
4.3. Prolongation des délais d'exécution	14
4.4. Contraintes liées aux intempéries.....	15
5. Prix	15



5.1.	Contenu et caractéristiques des prix	15
5.2.	Variation des prix	16
5.3.	Application de la taxe à la valeur ajoutée	18
5.4.	Augmentation du montant des travaux.....	18
6.	Clauses de financement et de sûreté	18
6.1.	Avance	18
6.2.	Garanties financières de l'avance	19
6.3.	Retenue de garantie	19
7.	Règlement des comptes	20
7.1.	Présentation des factures au format dématérialisé	20
7.2.	Demandes de paiement	21
7.2.1	Demande de paiement d'acomptes	21
7.2.2	Demande de paiement final	21
7.2.3	Réception avec réserve.....	21
7.2.4	Paiements des cotraitants et des sous-traitants	21
7.2.5	Présentation des factures	22
7.3.	Délai global de paiement et intérêts moratoires.....	22
8.	Pénalités.....	23
8.1.	Retard dans l'exécution des travaux.....	23
	Non-respect de la durée globale des travaux et/ ou des jalons intermédiaires	23
8.2.	Retard dans la remise des documents à fournir avant, au cours et après exécution	23
	Avant exécution des travaux	23
	Pendant l'exécution des travaux	24
	Après l'exécution des travaux.....	24
8.3.	Réunions de chantier	24
8.4.	Hygiène et sécurité.....	24
8.5.	Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	24
8.6.	Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier	24
8.7.	Pénalité pour sous-traitance non déclarée.....	24
8.8.	Pénalité pour retard dans la levée des réserves.....	25
8.9.	Pénalité pour travail dissimulé.....	25
9.	Provenance, vérification, prise en charge et implantation du ou des ouvrages.....	25
9.1.	Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits.....	25
9.2.	Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	25



10.	Implantation des ouvrages	26
11.	Préparation, coordination et exécution des travaux.....	26
11.1.	Coordination des travaux et gestion des dépenses communes	26
11.2.	Période de préparation, programme d'exécution des travaux.....	26
	Par les soins de la maîtrise d'ouvrage.....	26
	Par les soins du titulaire / des entrepreneurs	27
11.3.	Plans d'exécutions, notes de calculs, études de détails.....	27
11.4.	Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	28
11.4.1	Emplacement des installations de chantier.....	28
11.4.2	Emplacements mis à disposition pour déblais	28
11.4.3	Signalisation des chantiers.....	28
11.4.5	Plan d'assurance qualité	28
11.4.6	Registre de chantier	28
11.5.	Domages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.....	28
11.6.	Gestion des déchets de chantier	28
12.	Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	29
12.1.	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	29
12.2.	Documents fournis après exécution.....	29
13.	Contrôles et réception des travaux	30
13.1.	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	30
13.2.	Réception.....	30
13.2.1-	Dispositions applicables à la réception	30
13.2.2-	Réception partielle et prise de possession anticipée	31
14.	Garantie des prestations.....	31
14.1.	Délai de garantie.....	31
14.2.	Garanties particulières	31
15.	Assurances	32
16.	Clauses de réexamen	32
17.	Différends et litiges.....	33
18.	Résiliation.....	34
19.	Redressement ou liquidation judiciaire.....	34
20.	Droit et Langue	35
21.	Déroptions au CCAG applicables.....	35



Préambule

Convention constitutive approuvée par arrêté ARS

Vu les articles L. 6132-1 à L. 6132-7 du code de la santé publique instituant les groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire codifié aux articles R. 6132-1 et s. du code de la santé publique,

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire,

Vu l'arrêté en date du 31 décembre 2011 relatif au plan stratégique régional de santé de la région Nord- Pas de Calais

Vu l'arrêté en date du 28 décembre 2012 portant adoption du projet régional de santé, notamment le schéma régional d'organisation des soins de Picardie,

Vu les travaux préparatoires du plan stratégique régional de santé de la région Hauts de France en cours d'élaboration pour la période 2018-2022,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2017-10 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 13 février 2017 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud, (avenant 1)

Considérant l'avenant n°2 à la convention constitutive du GHT signé entre les 10 Ets le 29 juin 2017, et adressé à l'ARS le 29 juin 2017 pour approbation

Généralités du GHT Somme Littoral Sud

Le GHT Somme Littoral Sud a été constitué le 29 juin 2016. Sa composition a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud.

La convention constitutive du GHT Somme Littoral Sud a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud.

Ces deux arrêtés ont régulièrement été publiés au Recueil des actes administratifs de la Région Hauts-de-France.

Conformément à l'article L.6132-3 du Code de la Santé Publique, le CHU Amiens Picardie a été désigné comme établissement support par la convention constitutive. Dès lors, il est notamment chargé d'assurer la fonction Achats pour le compte des établissements parties du groupement hospitalier de territoire Somme Littoral Sud.



A ce titre, le CHU Amiens Picardie est seul compétent pour la passation et la signature de l'ensemble des marchés du GHT Somme Littoral Sud.

Conformément à la convention constitutive du GHT Somme Littoral Sud, le nombre de membres du GHT Somme Littoral Sud pourra évoluer dans le temps.

Compétences de l'établissement support et des établissements parties

Conformément aux dispositions législatives (L. 6132-1 à L. 6132-16 du Code de la Santé Publique (CoSP) issues de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 dite de modernisation de notre système de santé et des dispositions réglementaires (R. 6132-1 à R. 6132-24 du CoSP) en application du décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements hospitaliers de territoire, le CHU Amiens Picardie, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud, gère la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement.

La fonction achat mutualisée regroupe ainsi un périmètre circonscrit au cycle d'achat :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action des achats du groupement hospitalier de territoire.

Les établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud demeurent garants de l'expression de leurs besoins qui sont consolidés par l'établissement support au niveau du GHT Somme Littoral Sud. La phase d'exécution du marché (cycle approvisionnement : gestion des commandes, leur réception, la liquidation, le mandatement, le paiement) relève de la compétence des établissements parties.

1. Objet du marché, dispositions générales

1.1. Objet

Le présent marché, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), concerne des :

Travaux d'aménagement du bâtiment n°1 du centre St Victor

Les travaux ne seront pas phasés car le bâtiment n°1 est libre d'occupation, néanmoins les travaux seront réalisés en site occupé.

Les travaux sont définis au C.C.A.P. et aux C.C.T.P. (et dans les documents annexes) et sont répartis en 10 lots.

Lieu d'exécution : Centre St Victor – Bâtiment n°1 – 354 Boulevard de Beauvillé – 80000 AMIENS.



1.2. Mode de passation et forme du contrat

La présente consultation est passée suivant une **procédure adaptée ouverte** avec possibilité de négociation librement définie par l'acheteur, en application des articles L.2123-1-1°, R.2123-1-1°, R.2123-4 et R.2123-5 du Code de la commande publique (C.C.P.).

Il s'agit d'un **marché ordinaire**, conclu à **prix global et forfaitaire**.

1.3. Décomposition du marché

1.3.1 Allotissement

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique (C.C.P.), la présente consultation est allotie.

Elle est décomposée en **10 lots** comme suit :

Lot n° 1 : Gros œuvre.

Lot n° 2 : Plomberie.

Lot n° 3 : Chauffage – Ventilation – Climatisation (CVC).

Lot n° 4 : Menuiseries intérieures.

Lot n° 5 : Peinture – Revêtement de sol.

Lot n° 6 : Électricité.

Lot n° 7 : Métallerie – Serrurerie.

Lot n° 8 : Plafond suspendu.

Lot n° 9 : Couverture.

Lot n° 10 : Stores – Fermeture.

Chaque lot fera l'objet d'un marché distinct.

1.3.2 Décomposition en tranches

Ce marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches au sens des articles R.2113-4 et R.2113-5 du C.C.P.

1.4. Variantes / Prestations supplémentaires éventuelles

Les variantes libres ne sont pas autorisées dans le cadre du présent marché. Il n'est pas prévu de variante obligatoire.



Le présent marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle obligatoire ni facultative.

1.5. Représentation des parties

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "le titulaire" sont précisées à l'acte d'engagement.

Le titulaire est soit un candidat individuel soit un groupement d'entreprises.

Les modalités spécifiques au groupement d'entreprises sont détaillées à l'article 1.8.1 du présent C.C.A.P.

En cas de groupement conjoint, il est précisé que le mandataire est solidaire des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du pouvoir adjudicateur, jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Dès la notification du marché, le titulaire et le maître d'ouvrage désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifient cette désignation à l'autre partie.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage peut demander un changement d'interlocuteur ; ce changement doit alors être effectif sous deux semaines à compter de la demande.

1.6. Parties et intervenants à l'opération

1.6.1. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le maître d'ouvrage :

Le CHU Amiens - Picardie
1, Rond-Point du Professeur Christian Cabrol
80054 AMIENS CEDEX 1

1.6.2. Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission OPC est réalisée en régie par la maîtrise d'ouvrage.

1.6.3. Contrôle technique

Les travaux du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 dans les conditions du C.C.A.P.



Le contrôleur technique est :

SOCOTEC – Agence d'Amiens
1 All. de la Pépinière, 80480 Dury

Ses missions sont : L, P1, LE, F, PH, TH, Hand, RVRAT et VIELP.

1.6.4. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La mission CSPS sera réalisée par :

BUREAU VERITAS
1 All. Des Pins, 80480 DURY

Les remarques formulées au cours du chantier par le CSPS devront être observées et ne pourront faire l'objet d'une majoration des coûts.

1.6.5. Informations réciproques des parties

- Informations données par le maître d'ouvrage au titulaire pendant l'exécution du marché :

Le maître d'ouvrage communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au titulaire pour l'exécution du présent marché.

Il s'agit notamment :

- ▀ De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire,
- ▀ De toute observation ou de tout document adressé directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

- Informations données par le titulaire au maître d'ouvrage :

Le titulaire communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

- Confidentialité :

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication d'informations, de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation écrite du maître d'ouvrage, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

1.7. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations ou travaux similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre



d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.8. Cotraitance et sous-traitance

1.8.1 Cotraitance

Le groupement peut être solidaire ou conjoint.

Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement. Le mandataire veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le maître d'ouvrage.

Si le groupement est conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur, et ce conformément aux dispositions de l'article R.2142-24 du Code de la commande publique.

À ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour :

- ▮ Remettre les offres initiales et complémentaires et de manière générale coordonner l'établissement de tous les documents contractuels, notamment :

- Faire signer le marché et les avenants par chacun des membres.

Ou

- Signer le marché et les avenants, si le mandataire dispose des pouvoirs nécessaires.

- ▮ Transmettre au maître d'ouvrage les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant de chaque membre.

- ▮ Transmettre aux membres concernés du groupement les ordres de service et toutes instructions, notes, plans, directives, etc. émanant du maître d'ouvrage ou de son représentant.

- ▮ Remettre, au maître d'ouvrage, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché, les documents dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation.

Les projets de décomptes et les demandes d'acomptes qui sont transmis au maître d'ouvrage après sa vérification, sont revêtus de son visa pour accord et sont accompagnés, le cas échéant, de ses observations.

- ▮ Toute autre communication destinée au maître d'ouvrage est transmise : Par le membre du groupement concerné, à charge pour lui d'en informer préalablement le mandataire et les autres membres du groupement.

1.8.2 Sous-traitance

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du



C.C.A.G. Travaux.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera l'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces qui y sont demandées.

En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du C.C.A.G. Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct. Après acceptation d'un sous-traitant indirect de second rang présenté par le sous-traitant direct, ce dernier devra fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par lui au sous-traitant indirect de second-rang. La non production de cette copie de la caution au représentant de la maîtrise d'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter la résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

2. Pièces contractuelles

Pièces particulières :

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : la répartition des paiements en cas de groupement,
 - Annexe n°2 : la déclaration de sous-traitance (à compléter par le DC4 joint pouvant être utilisé) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) propre à chaque lot et ses annexes



communes :

- Annexe n°1 : Diagnostic structure ;
- Annexe n°2 : Rapport Initial de Contrôle Technique (R.I.C.T) ;
- Annexe n° 3 : Installations de chantier.
- La décomposition du prix global et forfaitaire* (D.P.G.F.) propre à chaque lot ;
- Les plans de consultation ;
- Le planning prévisionnel des travaux remis par le titulaire et rendu contractuel après validation par le Maître d'Ouvrage ;
- Le cadre de réponse valant mémoire technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Pièces générales :

- Le Code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019 ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- L'ensemble des textes administratifs ou techniques auxquels par sa nature est soumise l'opération et visé dans le cahier des charges fonctionnel et les C.C.T.P.

En cas de contradiction entre leurs stipulations, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre de priorité prévu ci-dessus.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son (ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'éventuelle annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

Les documents et correspondances relatifs au marché sont rédigés en langue française. Les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi. Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées.

() La DPGF engage contractuellement le titulaire sur le prix global et forfaitaire. En revanche, les quantités n'ont qu'une valeur indicative et servent pour l'établissement des situations mensuelles de travaux.*

Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix ne peuvent conduire à une modification de ce prix.

3. Forme des notifications et informations au titulaire

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.



3.1. Ordres de service

Conformément à l'article 18.1.1 du C.C.A.G. - Travaux, la période de préparation commencera à compter de l'ordre de service de démarrage. Par dérogation à l'article 18.1.1 du C.C.A.G. – Travaux, lorsque le niveau de préparation des travaux atteint est conforme aux exigences fixées dans les documents particuliers du marché, le titulaire débute l'exécution des travaux, sans ordre de service.

Conformément à l'article 3.8.1 du C.C.A.G. Travaux, les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage. Le titulaire en accuse réception datée.

Un ordre de service comporte au moins :

- la référence au marché,
- la désignation des travaux (nature et quantité),
- le délai ou la date limite d'exécution.

3.2. Connaissance des lieux et des prestations à effectuer

Le titulaire, doit, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus lors la visite obligatoire des lieux et des études qui ont été faites par la maîtrise d'ouvrage et qui sont à sa disposition, ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférent et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations.

Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Les conséquences des erreurs et carences du titulaire dans sa collecte des renseignements ne peuvent que demeurer à sa charge.

L'Entreprise est réputée :

- avoir pris connaissance du plan masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, lieux, terrains d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux susceptibles d'exercer une influence sur leur exécution,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises, notamment celles données par les plans, dessins d'exécution, devis descriptif, s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entourée de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'ouvrage, avoir pris connaissance des dispositions concernant le respect des règlements en matière d'isolation acoustique et d'isolation thermique.
- avoir pris connaissance des prestations prévues aux autres lots.



3.3. Langue du marché

L'ensemble des documents échangés (correspondances, notices, plans, etc.) et des dossiers de travail et de fin de chantier (D.O.E., D.I.U.O....) seront rédigés en langue française. Les réunions seront tenues en langue française.

Le titulaire est tenu de désigner une équipe d'encadrement ayant la maîtrise de la langue française.

4. Durée et délai global d'exécution

4.1. Durée du marché

Le marché démarre à compter de sa date de notification (date de réception de la notification par le titulaire) jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (GPA) des travaux.

Le délai global d'exécution prévisionnel des travaux est de **10 mois** (période de préparation incluse) à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

La notification intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire fait foi de la notification.

4.2. Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont les suivants :

- **3 semaines de période de préparation** à compter de l'ordre de service de démarrage.
- **9 mois d'exécution des travaux** à l'issue de la période de préparation, à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le délai comprend les congés payés, le repliement des installations et la remise en état des lieux.

Le titulaire s'engage à respecter les délais sur lesquels il s'est lui-même engagé sur la base du planning remis au titre de son offre.

Le planning sera rendu contractuel sur décision du maître d'ouvrage, après ajustements lors de la période de préparation. Le planning définitif sera remis au titulaire par le maître d'ouvrage, pour signature.

Des pénalités pourront être appliquées sur la base des échéances fixées dans ce dernier planning.

4.3. Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2.3 alinéa 1 du C.C.A.G.- Travaux.

Les prolongations de délais prévues par le C.C.A.G.-Travaux liées à des circonstances particulières (changement du montant des travaux, difficultés imprévues, ajournement, retard dans l'exécution



préalable d'opérations préliminaires et intempéries) sont régies par l'article 18.2 du même C.C.A.G.

4.4. Contraintes liées aux intempéries

Les dispositions de l'article 18.2 du C.C.A.G.-Travaux seront appliquées.

Les délais pourront faire l'objet de prolongation si les conditions météorologiques (température, neige, pluie) ne sont pas compatibles avec les conditions de mise en œuvre fixées par des textes réglementaires (DTU – avis technique). La constatation « journalière » doit être signalée au maître d'ouvrage par courriel, le jour ou le phénomène est constaté.

L'entreprise ne pourra en aucun cas prétendre à une indemnité du fait de la prolongation des délais pour raison d'intempéries validées par le maître d'ouvrage.

Pluie : 15mm entre 8h et 18h ;

Neige : 5 cm sur une journée Durée limite : 1 jour ;

Gel : - 2 °C à 10h pendant 2h ;

Vent : 50 Km/h au sol ;

Verglas : rendant impraticable le transport ;

Brouillard : visibilité 40m

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique Météo France d'Abbeville (80).

5. Prix

5.1. Contenu et caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application **d'un prix global et forfaitaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement et détaillé dans la D.P.G.F du lot concerné.**

La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) présente les prix unitaires ayant seuls une valeur contractuelle. Le titulaire s'engage à effectuer les travaux et prestations nécessaires pour le forfait proposé, quelles que soient les quantités livrées et exécutées.

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Les ouvrages ou prestations seront réglés selon les stipulations de l'acte d'engagement en tenant compte notamment :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur.
- des sujétions liées à l'intervention dans le contexte existant et particulier du chantier.
- des sujétions de protection des ouvrages existants conservés et de confinement des nuisances.
- des sujétions que sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés dans le présent document.

Les prix tiennent notamment compte des interventions des ouvriers hors heures ouvrées.



Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du C.C.A.G. Travaux.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Le prix global et forfaitaire du marché porté à l'acte d'engagement du titulaire s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- En cours d'exécution, le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des ouvrages nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages ou pour remettre en cause les conditions de délais ou de prix.
- Le titulaire doit, tant au niveau des études que de l'exécution des ouvrages, respecter toute réglementation ou norme en vigueur applicable à ses prestations, alors même que cette réglementation ou norme n'est pas visée par les pièces contractuelles.
- Sauf exception explicitement mentionnée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du lot concerné, le fait pour le titulaire d'effectuer soit la pose, soit l'installation d'un appareil ou d'un matériau, implique la fourniture de cet appareil ou de ce matériau, à neuf.
- Lorsque les documents contractuels contiennent des recommandations ou des suggestions quant à l'utilisation de certaines méthodes ou procédés de construction, le titulaire reconnaît qu'il emploie ces méthodes ou procédés de construction uniquement après s'être assuré de leur exactitude, de leur fiabilité et de leur adéquation aux circonstances.
- Il reconnaît avoir procédé à tous les calculs, vérifications, études et déterminations qu'il estime nécessaires, afin d'obtenir tous éclaircissements ou informations de toute nature.
- Sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel ces ouvrages sont destinés (prestations annexes et détails nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents du marché).
- Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre.

Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

5.2. Variation des prix

Le présent marché est passé à prix **révisables**. Les prix sont révisables mensuellement et inscrits dans les états d'acomptes. Un tableau de révision des prix sera obligatoirement joint à la situation mensuelle.

Selon les dispositions suivantes :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (\text{Ind } (n) / \text{Ind } (0))$$



dans laquelle :

- Cn : coefficient de révision
- Index (n) : Valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (0) : Valeur définitive de l'index de référence au mois zéro.

Le mois zéro est le mois de la date limite de remise des offres, soit **juin 2025**.

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

Les prix sont révisés à la hausse comme à la baisse. Lorsqu'une révision a été provisoirement calculée en utilisant un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il est procédé à la révision définitive dès publication de l'indice du mois concerné.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs seront effectués avec un arrondi au millième. Pour chacun des calculs, les arrondis seront traités de la manière suivante :

- Si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- Si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix nouveau sera arrêté à deux décimales.

Les index utilisés seront ceux publiés :

- Au Moniteur des travaux publics
- Sur le site de l'INSEE

Index de référence :

L'index de référence I est distinct selon les lots, tel qu'il suit :

Tous les lots
<u>Lot n° 1 : Gros œuvre</u> BT01 Tous corps d'état - Base 2010 Identifiant 001710986
<u>Lot n° 2 : Plomberie</u> BT38 Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010 Identifiant 001710972
<u>Lot n° 3 : CVC</u> BT38 Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010 Identifiant 001710972
<u>Lot n°4 : Menuiseries intérieures</u> BT18a Menuiseries intérieures en bois - Base 2010 Identifiant 001710962
<u>Lot n°5 : Peinture – Revêtement de sol</u> BT46 Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010 Identifiant 001710978



<u>Lot n° 6 : Électricité</u> BT47 Électricité - Base 2010 Identifiant 001710979
<u>Lot n° 7 : Métallerie / Serrurerie</u> BT42 Menuiserie en acier et serrurerie - Base 2010 Identifiant 001710975
<u>Lot n° 8 : Faux plafond</u> BT08 Plâtre et préfabriqués - Base 2010 Identifiant 001710954
<u>Lot n° 9 : Couverture - Charpente</u> BT34 Couverture en zinc et en métal (sauf cuivre) - Base 2010 Identifiant 001710971
<u>Lot n° 10 : Stores - Fermeture</u> BT26 Fermeture de baies en plastique y compris fenêtre PVC - Base 2010 Identifiant 001710965

5.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur.

5.4. Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4.3 du C.C.A.G. Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans modification du marché préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

6. Clauses de financement et de sûreté

6.1. Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du C.C.P. une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément à l'article B.10.1. du C.C.A.G. Travaux (option B), le montant de l'avance sera égal à 5 % du montant initial du marché, si la durée de son exécution est égale ou inférieure à un an. Si ce délai est supérieur à un an, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial - toutes taxes comprises - du marché, divisé par cette durée exprimée en mois.



Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du Code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

6.2. Garanties financières de l'avance

Il sera exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf si le titulaire est un organisme public. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

L'acheteur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Les sûretés seront libérées à la fin de la résorption de l'avance.

La remise de la garantie à première demande doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché. Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après la production de la garantie le cas échéant.

6.3. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée.

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

L'acheteur n'accepte pas de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. La mise en œuvre de la retenue de garantie est encadrée par les articles R.2191-34 à R.2191-42 du Code de la commande publique.



7. Règlement des comptes

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglé comme il est indiqué à l'article 12 du C.C.A.G. Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaire. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement via CHORUS PRO.

7.1. Présentation des factures au format dématérialisé

Conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019 concernant la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Dépôt des factures sur CHORUS PRO

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro (<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Conformément à l'article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre de l'établissement concerné du GHT Somme Littoral Sud doivent comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement (Code Service);
- 6° La date d'exécution des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.



Le SIRET de l'établissement à utiliser lors de ces dépôts est :

ETABLISSEMENT	N° SIRET
Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie	268 000 148 00125

7.2. Demandes de paiement

7.2.1 Demande de paiement d'acomptes

Les modalités de l'article 12.2.2 du C.C.A.G. Travaux.

7.2.2 Demande de paiement final

Par dérogation à l'article 12.3.2 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire transmet au maître d'ouvrage son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 12.3.2 du C.C.A.G.,
- date de remise des documents demandés en application de l'article 40 du C.C.A.G. et du présent C.C.A.P.,
- date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies ci-dessous

Par dérogation à l'article 12.4.4 du C.C.A.G. Travaux :

- L'acheteur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- Lorsque le titulaire notifie au représentant de l'acheteur un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.4.4 du C.C.A.G. et qu'en l'absence de notification du décompte général par le maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif. A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

7.2.3 Réception avec réserve

Par dérogation à l'article 12.4.2 du C.C.A.G. Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le maître d'ouvrage ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves.

Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau du marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général définitif est notifié au titulaire par le maître d'ouvrage à la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves.
- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau du marché.

7.2.4 Paiements des cotraitants et des sous-traitants



Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, et si l'annexe n°1 « Désignation et répartition des prestations » est dûment complétée, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au donneur d'ordre la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique.

En complément de l'article 12.1.7 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui ainsi que l'attestation de paiement direct correspondante.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par l'acheteur sur la base de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant, l'acheteur procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du marché et pour le solde du contrat de sous-traitance.

7.2.5 Présentation des factures

La facturation devra rappeler les références du marché et mentionner les éléments de calculs des prix.

Les décomptes, factures et mémoires afférents au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier,
- Le numéro et la date de notification du marché et de chaque avenant,
- La prestation exécutée ou livrée,
- Le cas échéant le numéro du bon de commande ou de l'ordre de service,
- La période sur laquelle porte la facturation,
- Le montant hors TVA de la prestation exécutée ou livrée,
- Le taux et le montant de la TVA.

7.3. Délai global de paiement et intérêts moratoires

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jour(s) à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'ouvrage ou, pour le solde, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40,00€. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations



principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Dans le cas où, le Maître d'Ouvrage est empêché du fait du titulaire, du fait de l'un de ses cocontractants ou du fait d'un sous-traitant, de procéder à une opération nécessaire au paiement, le délai de paiement est suspendu pour une période égale au retard qui en est résulté. La suspension du délai par le Maître d'Ouvrage peut intervenir autant de fois que nécessaire par demande de paiement et par l'envoi au titulaire d'un courriel faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Ce courriel devra indiquer qu'il suspend le délai de paiement. La suspension débute au jour de réception par le titulaire de ce courriel. La suspension prend fin au jour de réception par le Maître d'Ouvrage de l'ensemble des éléments réclamés, envoyés par le titulaire. Cette suspension peut également être faite via la plateforme CHORUS PRO.

8. Pénalités

Par dérogation aux articles 19.2.1, 19.2.4 et 52.1 du C.C.A.G.-Travaux, les pénalités sont dues dès le 1^{er} euro sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du C.C.A.G.-Travaux, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché sans toutefois pouvoir excéder 20% de ce montant total du marché.

8.1. Retard dans l'exécution des travaux

Non-respect de la durée globale des travaux et/ ou des jalons intermédiaires

En cas de retard dans l'exécution des travaux par rapport aux échéances du planning contractualisé et aux délais figurant à l'acte d'engagement, une pénalité journalière est opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.2.3 du C.C.A.G.-Travaux sur les sommes dues au titulaire.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G.-Travaux, le montant de cette pénalité est fixé comme suit : **1/100^e du montant du marché par jour calendaire de retard.**

8.2. Retard dans la remise des documents à fournir avant, au cours et après exécution

Avant exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents d'exécution nécessaires durant la période de préparation, une pénalité journalière sera opérée.

Le montant de cette pénalité est fixé à **50 € par jour calendaire de retard.**

Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu pour la période de préparation.



Pendant l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents attendus en cours de travaux sur demande du maître d'ouvrage, une pénalité journalière sera opérée.

Le montant de cette pénalité est fixé à **50 € par jour calendaire de retard**.

Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu pour l'exécution des travaux.

Après l'exécution des travaux

L'ensemble des documents prévus à cet article sera remis dans les conditions de l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux.

En cas de retard dans la remise de ces documents, une pénalité journalière de **100 € par jour calendaire de retard** sera appliquée tant que l'intégralité de ces documents ne sera pas remise.

8.3. Réunions de chantier

En cas d'absence non excusée d'un représentant qualifié de l'entreprise à la réunion de chantier, si convoqué, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **250 € par occurrence**.

8.4. Hygiène et sécurité

Sanctions pour non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité, dans le cas de :

- non-présentation d'un sous-traitant avant son intervention,
- non-respect des clauses du P.G.C., convocations, consignes, notifications du Registre Journal,
- non-respect des exigences concernant la mise en place des locaux vestiaires et armoires, la restauration sur le chantier...
- présence de personnes non déclarées,
- carence de protection efficace de zones d'intervention et isolement de la zone de chantier (notamment vis-à-vis des équipements maintenus en exploitation...), des matériels de chantier, permis feu, etc...
- et plus généralement, non-respect de la réglementation en la matière, le montant de la sanction prévue est de **500 € par défaillance**.

8.5. Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Lorsque le titulaire n'a pas replié les installations de chantier et/ou remis en état les lieux dans le délai imparti, ces prestations seront mises en œuvre à ses frais, sans préjudice d'une pénalité journalière qui lui sera opposable de **1000 € par jour calendaire de retard**.

8.6. Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier

Une pénalité de **200 € par jour calendaire de retard** sera appliquée en cas d'absence de balisage ou de non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier.

8.7. Pénalité pour sous-traitance non déclarée



Le titulaire encourt une pénalité de **1/3000^{ème} du montant du marché par jour calendaire de retard**, pour toute sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

8.8. Pénalité pour retard dans la levée des réserves

Dans le cas où la réception est assortie de réserves, si le titulaire ne remédie pas aux malfaçons dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur, une pénalité de **300 € par jour calendaire de retard** sera appliquée.

8.9. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à **10 % du montant TTC du marché**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9. Provenance, vérification, prise en charge et implantation du ou des ouvrages

9.1. Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le cas échéant, le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de la construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'ouvrage les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

9.2. Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.T.P. définit les éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître de l'ouvrage, à la charge du titulaire.

Le C.C.T.P. précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de



vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par la consultation :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils lui seront rémunérés conformément aux dispositions de l'article 13 du C.C.A.G. Travaux.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître d'ouvrage.

10. Implantation des ouvrages

A la charge de chaque entreprise.

11. Préparation, coordination et exécution des travaux

11.1. Coordination des travaux et gestion des dépenses communes

Lorsque les marchés sont séparés, chaque marché comportera le présent C.C.A.P. et un acte d'engagement particulier auquel sera annexé un calendrier prévisionnel d'exécution des travaux lorsque ce calendrier sera nécessaire pour assurer l'exécution coordonnée des travaux.

11.2. Période de préparation, programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G-Travaux, il est fixé une période de préparation de **3 semaines**. Cette période débute à compter de l'ordre de service de démarrage.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires est établi et présenté au visa du maître d'ouvrage, par les soins du titulaire propre à chaque lot.

Il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation, depuis l'inspection commune.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites ci-dessous.

Par les soins de la maîtrise d'ouvrage

- délivrance des autorisations d'accès au site ;
- désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- moyens et installations mis à disposition ;
- approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- déclaration de travaux (DT) préalable à l'opération, conformément au décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité d'ouvrages de réseaux.



Par les soins du titulaire / des entrepreneurs

Documents soumis au visa du maître d'ouvrage

- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux ;
- réalisation de la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) dans les délais nécessaires à l'intervention de l'entreprise et/ou de ses sous-traitants.

Par dérogation à l'article 28.2.2 dernier alinéa du C.C.A.G.-Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) expresse du maître d'ouvrage.

Documents non soumis au visa du maître d'ouvrage

- fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées dans le présent C.C.A.P.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur, cotraitant, sous-traitant et travailleur indépendant.

Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité

Dans le cadre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le maître d'ouvrage. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ce plan particulier doit être remis au maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours ouvrés à compter du début de la période de préparation.

L'absence de remise du plan particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

Le CSPS rédigera un PGC avec visite sur le chantier.

11.3. Plans d'exécutions, notes de calculs, études de détails

Il est précisé que la maîtrise d'ouvrage n'est pas chargée des études d'exécution des ouvrages.

Les études d'exécution seront réalisées par le titulaire.

Ces études seront soumises au maître d'ouvrage pour visa, s'il y a lieu, préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du C.C.A.G. Travaux.

La diffusion de ces documents doit impérativement intervenir avant démarrage du chantier. Le maître d'ouvrage devra émettre son visa et le renverra au titulaire avec ses observations éventuelles au titulaire.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.



11.4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

11.4.1 Emplacement des installations de chantier

Il est prévu une zone de stockage avec barrière HERAS devant le chantier pour le stockage des bennes, des matériaux ... Cette zone est à la disposition de l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux. Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux. La prise en charge des installations communes sont décrites au CCTP du lot 1 « Gros-œuvre ».

11.4.2 Emplacements mis à disposition pour déblais

La zone prévue est celle décrite ci-avant.

11.4.3 Signalisation des chantiers

La signalisation de chantier doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

11.4.5 Plan d'assurance qualité

Il est prévu l'établissement d'un plan d'assurance qualité pour le lot 1 « Gros-œuvre » et pour le lot 9 « Couverture – Charpente ».

11.4.6 Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'ouvrage et le CSPS, conformément à l'article 28.5 du C.C.A.G. Travaux.

11.5. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

11.6. Gestion des déchets de chantier

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai d'un mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion



des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets pendant la durée du chantier. Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

12. Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

12.1. Repliage des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. Les titulaires devront avoir procédé au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

12.2. Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'ouvrage, dans un délai de 15 jours avant la réception, les éléments constitutifs du D.O.E. et les éléments nécessaires à l'établissement du D.I.U.O. qui le concerne.

Le contenu du D.O.E. est fixé comme suit :

- Un jeu de plans d'exécution absolument conforme aux travaux exécutés, accompagné d'une clé USB avec les fichiers sous format DWG, DWF et PDF
- Les fiches techniques des matériels installés
- La liste de tous les fabricants ou distributeurs des matériels installés avec adresse et numéro de téléphone.
- Procès-verbaux d'essais.
- Procès-verbaux de classement au feu des matériaux et matériels utilisés.
- Les fiches correspondantes aux certificats d'autocontrôle.
- Le dossier SSI conforme à la réalisation (lot 4)

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'ouvrage au moins quinze jours avant la réception des ouvrages.

L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'ouvrage, dans le délai fixé ci-dessus, seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux, sauf les stipulations ci-dessous.

Les fiches techniques des matériels installés, en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront fournis au format PDF.



Les plans et les autres documents conformes à l'exécution seront fournis aux formats DWG, DWF & PDF.

Ces documents seront fournis en 6 exemplaires papier (dont 1 reproductible) et un exemplaire sur clé USB au CHU. Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

13. Contrôles et réception des travaux

13.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. et le C.C.T.P et sont compris dans les prix du marché.

Les dispositions de l'article 24.4 du C.C.A.G. Travaux et de l'article relatif aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le présent marché.

Les premiers essais, définis par le maître d'ouvrage, seront à sa charge.

Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge de l'entreprise ; le programme étant dans chaque cas défini par le maître d'ouvrage, de même que l'organisme chargé de les réaliser.

13.2. Réception

13.2.1- Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux dans les conditions de l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'ouvrage aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur. En cas de non-respect de ces délais une pénalité journalière sera appliquée.

Au cours de la Garantie de parfait achèvement où de nouveaux désordres seraient signalés par le représentant du pouvoir adjudicateur par voie de notification écrite, des délais seront fixés d'un



commun accord par le représentant du pouvoir adjudicateur et l'entrepreneur concerné. En l'absence d'un tel accord, les travaux après mise en demeure infructueuse seront exécutés aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant selon l'article 1792-6 du Code civil.

13.2.2- Réception partielle et prise de possession anticipée

La réception partielle des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations, est réalisée conformément aux dispositions du C.C.A.G.

14. Garantie des prestations

14.1. Délai de garantie

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an à compter de la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du C.C.A.G. Travaux et au C.C.T.P.

Par dérogation à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation, d'un an à compter de la date d'effet de la réception ou de la date de la levée de l'ensemble des réserves le cas échéant.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

Les équipements installés dans le cadre des travaux feront l'objet d'une garantie de bon fonctionnement de 2 ans. Il est précisé que la période de garantie des équipements ne commencera qu'à compter du jour de la réception des installations sans réserve ou du jour de la levée de toutes les réserves (si réception avec réserves).

Les délais de garantie, dont le point de départ correspond à la date d'effet de la réception des travaux ou de la levée des réserves le cas échéant, sont d'une durée de :

- 1 an pour la garantie de parfait achèvement des travaux (article 44.1 du C.C.A.G. Travaux),
- 2 ans pour la garantie de bon fonctionnement des équipements

Pour les tranches de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

14.2. Garanties particulières

Garantie particulière pour des matériaux de type nouveau

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le maître d'ouvrage.



15.Assurances

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du C.C.A.G. Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants et/ sous-traitants inclus) doit justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une attestation d'assurance décennale découlant des articles 1792, 1792-1, 1792-1 et 2270 du Code civil en cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance.
- une assurance garantie biennale découlant de l'article 1792 du Code civil, garantissant au maître d'ouvrage le remplacement ou la réparation des équipements défectueux.

Le titulaire, les cotraitants et les sous-traitants éventuels, s'engagent formellement à avertir le pouvoir adjudicateur de tout changement d'assureur ou de police, en cours de contrat, pour quelque motif que ce soit et, à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation.

16.Clauses de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution :

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.



Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

17. Différends et litiges

Conformément à l'article 55 du C.C.A.G.-Travaux, le CHU AMIENS et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché. Tout différend entre le titulaire et le CHU AMIENS PICARDIE doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au CHU AMIENS PICARDIE dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le CHU AMIENS PICARDIE dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Instance de règlement amiable des litiges :

Comité Consultatif de Règlement Amiable des litiges (CCRA) de Nancy- Préfecture de Meurthe-et-Moselle
1, rue du Préfet Claude Erignac –53 038 NANCY Cedex

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif d'Amiens

14 rue Lemerchier

BP 14 - CS 81114

80011 AMIENS CEDEX 01

Tél : 03.22.33.61.70 / Télécopie : 03.22.33.61.71

Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.



- Recours pour excès de pouvoir, contre des clauses réglementaires du contrat ou contre une décision de l'acheteur, dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif d'Amiens peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffe du Tribunal Administratif d'Amiens

14 rue Lemerchier

BP 14 - CS 81114

80011 AMIENS CEDEX 01

Tél : 03.22.33.61.70 / Télécopie : 03.22.33.61.71

Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>

18. Résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du C.C.A.G. Travaux.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

Résiliation pour faute du titulaire

Le maître d'ouvrage pourra résilier le marché selon les dispositions de l'article 50.3 du C.C.A.G. Travaux.

Notamment, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Résiliation aux frais et risques du titulaire

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 51.2.3 du C.C.A.G. Travaux, la notification du décompte de résiliation par le maître d'ouvrage au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

19. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.



Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20. Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Amiens est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21. Dérogations au CCAG applicables

Liste des articles du C.C.A.G. Travaux auxquels il est dérogé et numéros des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G.
2	4.1
3.1	18.1.1
4.2	28.1
5.4	14.4.3
7.2.2	12.3.2 et 12.4.4
7.2.3	12.4.2
8 et 8.1	19.2.1, 19.2.2, 19.2.4 et 52.1
11.2	28.1 et 28.2.2
12.2	40
14.1	44.1
18	51.2.3



Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au C.C.A.G.-Travaux n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au C.C.A.P.-Travaux qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessous conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent marché.